

Le

DÉLIT FRANÇAIS

Vol. 88, Numéro 60, Mardi le 16 mars 1999

On cherche de la relève depuis 1977 !

VERT OU NOIR ?

ISABELLE GAGNÉ

La semaine est à l'Irlande. Dimanche, la plupart des grandes villes occidentales célébraient la Saint-Patrick, qui sera officiellement fêtée demain, le 17 mars. Pourtant, de l'autre côté de l'Atlantique, l'Accord du Vendredi Saint, qui laissait entrevoir la fin des tensions en Irlande du Nord, est à chaque instant menacé.

Le dimanche est léger, la rue Sainte-Catherine est verte de Berri à Atwater. Guinness fait un beau coup de pub et le Québec se sent virer au vert. Les cornemuses chantent Saint-Patrick, les pipeaux et les mandolines, l'Irlande. La foule est tentée de ne pas y croire, pourtant tout n'est pas rose en Irlande (pas même vert) : l'échéance du 10 mars dernier, date à laquelle devait entrer officiellement sur la scène politique le nouveau système de parlement à Belfast, a été repoussée jusqu'au désarmement des organisations paramilitaires. Chaque jour a la fébrilité de ces jours qui font l'histoire, et le balancier oscille entre la paix et la guerre, entre une demi-paix et une demi-guerre qui pèsent lourd sur une Irlande en pleine croissance économique, une Irlande de moins en moins agricole et de plus en plus technologique, une Irlande qui, de plus en plus, se détache des grands éclats historiques et se tourne vers l'avenir.

On n'explique pas les troubles des derniers trente ans, ni les conflits du début du siècle, en ressassant la vie politique du XX^e siècle. Le conflit entre les Anglais protestants et les Irlandais catholiques remonte au XII^e siècle, et la première rébellion majeure coïncide avec la venue de Jacques Cartier chez nous.

C'est donc une longue histoire qu'il faudrait conter, mais seuls les événements du siècle dernier seront ici rappelés brièvement. Une longue histoire, donc, où la religion, certes, a sa place, mais où le nationalisme s'est nourri autant de vieilles rancunes que de nouveaux affronts. Aussi, si la population désire aujourd'hui la paix, quitte à sacrifier ses demandes traditionnelles, une minorité s'entretue entre les différents cessez-le-feu et résiste au processus de paix officiellement enclenché il y a un an. Un accord que 71% des habitants d'Ulster ont approuvé, de même que 93% de leurs cousins de la République lors d'un référendum tenu le 21

mai dernier. Un accord que les principaux partis politiques appuient, que les États-Unis appuient (autant dire la communauté internationale), que l'Angleterre appuie aussi, et peut-être surtout. L'Angleterre, qui en avait marre de jouer le rôle du méchant, qui en avait marre surtout de supporter une province pauvre et instable, s'essouffle maintenant à jouer les médiateurs. Ce soutien de la patrie, l'Ulster l'a pourtant voulu et demandé et le demande encore. Cette demande s'illustre de façon frappante dans la déclaration d'allégeance à l'Angleterre, renouvelée chaque 12 juillet, par le biais d'un nationalisme que les Anglais ont eux-mêmes perdu. Non, même l'Angleterre n'est pas plus anglaise que les Orangistes lorsqu'ils célèbrent la victoire du protestant William of Orange - qui en fait était Hollandais et qui, vraiment, en avait bien peu à foutre des Irlandais - contre le catholique James II lors de la « Battle of the Boyne » en 1690, qui permit à Orange de réclamer le trône d'Angleterre.

Depuis l'humiante défaite, le lot des Catholiques a bien souvent été déterminé depuis Londres, inacceptable offense pour un peuple qui, jour après jour, a vu les Protestants se hisser aux postes les plus prestigieux, laissant loin derrière les Catholiques qui défrichaient leurs terres hostiles.

Les années passent mais les rancoeurs ne s'atténuent pas. Les pressions menées par le Protestant Parnell pour établir le *Home Rule*, soit l'établissement d'un palier de gouvernement à Dublin, n'ont qu'un succès mitigé en 1914. Deux ans plus tard, alors que l'Angleterre est particulièrement occupée à combattre les Allemands et autres puissances centrales, une rébellion éclate à Dublin entre les *Ulster Volunteers* et les *Irish Volunteers*, impliquant quelques milliers de personnes.

Le bureau de poste devient le quartier général et les armes fournies par l'Allemagne annoncent une vraie guerre civile. Militairement c'est un échec, mais un échec balancé par une montée du nationalisme, particulièrement chez les Catholiques, qui sentent le Romantisme des martyrs (quinze des leaders seront exécutés à l'issue d'une rébellion qui passera à l'histoire comme étant le *Easter Rising*). Le soutien de la population décuple : Sinn Fein (*We Ourselves*) triomphe.

De Valera et Michael Collins poursuivent



LE DÉFILE DE MODE Elysium, organisé par l'AÉUM vendredi dernier, a été couronné de succès. Le Métropolis, où se tenait l'événement, était bondé de monde, et c'est tant mieux puisque les profits ramassés lors de la soirée iront à la Fondation Farha pour le sida. Sur scène, 28 Mcgillois habillés de marques connues comme Diesel, La Stenza, et de grands noms du domaine de la mode, tels que Marie St-Pierre (la plus belle collection présentée lors du défilé), Nevik et Hélène Barbeau. Nous vous présenterons un reportage-photo sur ce défilé la semaine prochaine. —M.M.

leur guerilla, cette fois directement contre l'Angleterre jusqu'en 1921 (et même après, en fait, jusqu'en 1923), quand une entente (plus ou moins acceptable pour Sinn Fein) est proposée.

On redessine la carte de l'Europe : l'Irlande est découpée en deux. Le nord de l'Irlande devient l'Ulster, ou Irlande du Nord, et est formé arbitrairement (ce qui devait être temporaire ne le fut pas) en regroupant les six comtés à majorité protestante. L'Ulster continue d'être dirigé depuis Londres,

SUITE EN PAGE 7

- Président: Andrew Tischler

- Vice-président, communications et événements: Matt Wyndowe

- Référendum: Fonds étudiant de McGill (Oui)

RÉSULTATS NON OFFICIELS DES ÉLECTIONS DE L'AÉUM

- Vice-président, affaires communautaires et gouvernementales: Sam Gross
- Vice-président, clubs et services: Sam Gross
- Vice-président, affaires universitaires: Xavier Van Chau

Sommaire

2 COLUMNISTE
MALGRE ELLE
Courrier

3 Edito
4 Chronique gourmande
Les choix du Délit

Bluff
La course aux Oscars

6 Budget 99
Message du GRIP

Suite,
et la pub... ↗

COLUMNISTE MALGRÉ ELLE

Barbie ou la vie américaine

*"This girlchild was born as usual
And presented dolls that did pee-pee
and miniature GE stoves and irons
and wee lipsticks the color of cherry candy.
Then in the magic of puberty, a classmate said:
You have a great big nose and fat legs
She was healthy, tested intelligent
[...]
Everyone saw a fat nose on thick legs.
So she cut off her nose and legs
and offered them up
In the casket displayed on satin she lay
Doesn't she look pretty? everyone said.
Consummation at last.
To every woman a happy ending"*

Marge Piercy, Barbie Doll

MAYYADA KHEIR

Le 8 mars dernier n'était pas seulement la fête des femmes, mais aussi celle de la femme : Barbie avait 40 ans. Son ancêtre est Lili, une poupée destinée à un public adulte, mûre et averti de l'Allemagne des années 50, et vendue dans les bureaux de tabac. Sa conceptrice, la co-fondatrice de Mattel, dit en avoir eu l'idée en regardant sa fillette jouer avec des poupées de carton : cette dernière ne se contentait pas de les habiller, elle leur donnait un nom et une histoire.

C'est ainsi qu'en 1959 la première Barbie fut lancée (elle porte le nom de la fille de sa conceptrice, Barbara). Ses particularités ? Il ne s'agit plus d'une poupée-bébé mais d'une poupée-femme (plus tard elle rajeunira pour devenir la poupée-adolescente que l'on connaît) ; la fillette (car, malgré ce qu'on pourrait en penser, Barbie n'est pas, comme Lili, destinée à une clientèle masculine) ne se prend plus pour la mère d'un « bébé virtuel », mais se projette en Barbie. Cette « femme-objet », littéralement, n'est pas un jouet anonyme auquel l'enfant peut donner un nom, une personnalité, une vie comme bon lui chante, mais un personnage clairement défini, qui possède un nom, une famille, une histoire et des valeurs bien définies.

Fait à noter : Dichter, celui qui a lancé la première campagne de publicité de Barbie, avait fait ses études en psychologie et était freudien. Barbie, outil de propagande, disiez-vous ? Quoiqu'il en soit, lors des études préliminaires à sa mise en marché, Barbie fut conspuée par les mères, qui la jugeaient immorale, et adorée par les enfants. Son succès, fondé non plus sur le désir des parents mais sur celui des enfants, était, à l'époque, une innovation.

Barbie se veut l'idéal des filles - lourde responsabilité ! Ses concepteurs disent qu'elle évolue, qu'elle suit la mode en quelque sorte : Barbie a aujourd'hui des amies noires et latino-américaines, et même une copine en chaise roulante. Elle a été successivement fan des Beatles, *California Girl*, danseuse d'aérobic, femme d'affaires, candidate à la présidence des États-Unis et sportive professionnelle. Elle s'habille à la toute dernière



mode - perles dans les cheveux, jeans pattes d'éléphant, tatouages et bague au pouce.

Suivre la mode, bon. Mais avec une bonne longueur de retard. Si Barbie était une femme, elle mesurerait 5'6", pèserait 110 livres et ses mensurations seraient de 39-18-33 (d'accord je ne suis pas un homme mais ces proportions me semblent pour le moins monstrueuses).

Sa compagne afro-américaine ne naquit que dans les années 80. Aujourd'hui encore les diverses barbies-ménagères, danseuses et mariées figurent en bonne place dans la collection et sont les valeurs traditionnelles féminines qui sont au premier plan. Voici quelques citations tirées du site eToy, qui vend des jouets sur Internet :

- modèle « very velvet » : « elegant gown makes Barbie look like a million dollars » (américains bien entendu).

- modèle « my size angel » (poupée d'environ 3 pouces, fournie avec ailes, auréoles, et costume semblable pour l'enfant. Coût : 119 \$US). Elle réalise le rêve de l'enfant : « being as beautiful and as angelic » que devinez qui. Ah oui, cette poupée est fournie en modèle blanc - bleu - blond et brun - noir. Rien pour les rousses aux yeux pairs.

Et quelle est la position de Barbie en terme de politique étrangère ? La collection « Barbie of the world » a débuté en 1980 et comporte aujourd'hui plus d'une trentaine de poupées représentant plus d'une trentaine de pays (notre cher pays y a même sa place : la barbie canadienne, émise en 1988, porte le costume de la police montée !). Étrangement, la barbie tchècoslovaque fit son apparition en 1991, alors que la russe ne fit la sienne qu'en 1997, habillée en comtesse du temps des tzars. Il n'existe aucune barbie moyennement orientale ou arabe (pourtant ça serait si mignon, une petite poupée palestinienne

ou iranienne !). La barbie chiliennes est une ranchera qui semble plus conquérante qu'indigène, et l'australienne a bien entendu les traits plus anglo-saxons qu'aborigènes. Il existe une barbie « native american », aux airs de Pocahontas - pas besoin de barbie WASP, 100% américaine, puisque d'une certaine manière chacune l'est de toute façon.

Récapitulons : la femme-modèle est dotée d'un physique improbable (un vrai rêve d'homo americanus, en chair - bien placée - et en os - mous), de pieds-à-talons-hauts et vaut des millions. Si elle n'est pas Américaine, elle est une indigène pittoresque habillée en costume traditionnel ou une impérialiste. Elle est totalement oubliée de l'histoire, passée comme présente ; dans son monde ni le communisme ni la pauvreté n'existent, et son ouverture culturelle se limite à être conciliante envers les minorités trop visibles, et à visiter le monde sur une carte postale. Comment pouvons-nous être surpris que ces barbie-girls, à l'âge adulte, se trouvent désempêtrées dans un monde bien différent de leur barbie-world. Elles se mettent à rechercher leur rêve à coup de chirurgie plastique (une femme aux États-Unis a dépensé une petite fortune pour devenir semblable à sa poupée préférée), de costumes (une compagnie japonaise produit des vêtements de barbies, taille adulte), et d'intolérance ?

COURRIER

Les mythes de Messier

J'ai apprécié le fait que le Délit ait cru important de donner place à l'occupation des bureaux de l'AÉUM (l'AÉUM proposait une augmentation des frais de scolarité, le Fond étudiant de McGill, le FEM), mais la qualité du journalisme m'a déçue profondément (l'AÉUM envahie : du jamais vu depuis l'Opération McGill français, par Louis Philippe Messier, le Délit français, 9 mars 1999).

M. Messier fait preuve de mauvais journalisme à deux niveaux en particulier : (1) M. Messier travaillait dans les bureaux de l'AÉUM lors de « l'invasion », il fut incommodé, et il perdit donc toute objectivité. Cette contrariété est évidente dans le numéro qui ressemble plus à un éditorial qu'à un reportage - le fait de présenter cet article comme un reportage dit « objectif » est preuve de mauvais journalisme. (2) De plus, M. Messier a perdu les notes prises lors de l'occupation et n'a essayé de nous rejoindre que quelques heures avant la tombée du Délit, sans succès. Par conséquent, l'article de M. Messier est chargé de mythes et de citations fabriquées, produits d'une mémoire embrouillée par son état déconcerté.

Mythe #1 Kruzynski (au porte-voix) expose clairement l'intention de son groupe.

Ce n'était pas moi au porte-voix, mais une autre militante.

Mythe #2 Le Namby Pamby Action Committee...

Le nom du groupe est le Namby Pamby POSITIVE Action Committee, mieux connu sous le nom de McGill Action Committee.

Mythe #3 Le NPAC (sic) s'est constitué d'abord et avant tout pour faire de l'action directe. La cause, la lutte au FEM, le NPAC (sic) l'a trouvée par après.

Le NPPAC a débuté, avec cette action, une campagne concertée contre le contrôle des universités par le secteur des

affaires et contre le démantèlement du système d'éducation post-secondaire publique au Québec et au Canada. La tactique est l'action directe. Le FEM n'est que le premier chaînon dans la chaîne.

Mythe #4 Pour chaque dollar étudiant, l'administration et l'association des diplômés de McGill en rajouteront deux, soit un dollar chacun.

M. Messier ne mentionne pas le fait que le milieu des affaires fût sollicité aussi... fait très pertinent pour notre campagne. Est-ce un oubli intentionnel ?

Mythe #5 Alors que tout l'édifice Shatner était survolté par deux partys monstres... le commando a quitté.

Nous sommes partis à 3h30, après le départ de toutes et tous.

Mythe #6 Nous sommes des radicaux dit Kruzynski (note: sans note et sans entrevue, où est-ce que M. Messier a pigé cette citation ?).

Je n'ai pas dit ça. J'aurais pu le dire par contre, mais celles et ceux qui me connaissent affirmeront que j'aurais certainement dit « Nous sommes des radicales et des radicaux »...

Mythe #7 On ne sait pas pourquoi (le commando a quitté).

Peut-être si M. Messier avait fait sa job comme il faut, on aurait su ?

Quelques heures après l'heure de tombée du Délit, j'ai eu le grand plaisir de discuter longuement avec M. Messier. La discussion animée était très stimulante et révélatrice. Too bad qu'elle n'ait pas eu lieu à temps pour inclusion dans le Délit... Maybe next time !

Anna Kruzynski
Travail social U3
Membre du Comité d'action politique

Réponse à Anna Kruzynski

Mademoiselle, la longueur de votre lettre m'oblige à vous répondre en peu de mots. Tout d'abord, je ne crois pas que le *Délit français* prétende servir à ses lecteurs des articles « objectifs », mais plutôt engagés. Peut-être aurais-je penché un peu plus en votre faveur si seulement vous vous étiez soucié de me rappeler avant lundi 22:00h, soit après que la mise en page du *Délit* est finalisée.

Je réitère chacune des grandes lignes de mon article. Vous êtes des militants radicaux, qui vous dites justifiés de faire fi des structures démocratiques de l'AÉUM, parce que vous les jugez trop pourries. Vous avez lamentablement échoué votre

occupation, car elle était (extraordinairement!) mal organisée. Pire: vous avez par la suite perdu votre référendum à ce sujet, peut-être faute d'avoir formé un comité du NON. De plus, en occupant les bureaux de l'AÉUM, vous avez indisposé, insulté et parfois même bousculé, nombreux d'étudiants qui consacrent bénévolement de leur temps à réaliser des projets parascolaires, des gens qui n'ont rien à voir avec vos griefs contre le FEM. Non seulement vos méthodes sont moralement discutables, mais elles sont inefficaces.

Sans rancune, Anna.

Louis-Philippe Messier

ÉDITORIAL

Augmenter les frais de scolarité ?

JULIEN LAPLANTÉ

Vous trouvez vos classes surpeuplées, vous désirez consulter votre professeur, mais pour arriver à lui parler vous devez faire le pied de grue durant une heure, vous désirez telle publication, mais malheur, il faudra sans doute que vous alliez vous la procurer dans une autre bibliothèque, qui la tiendra dans son inventaire seulement si vous avez bien de la chance. Le discours commence à être redondant, et on se lasse de l'entendre. Les universités québécoises sont en péril, et ne sont plus l'ombre de ce qu'elles ont été.

À la veille de la publication du budget pour l'année 1999-2000, le journaliste André Pratte de *La Presse* y allait d'un volumineux dossier étalé sur plusieurs jours dans lequel on pouvait entendre presque tous les acteurs universitaires québécois se plaindre à qui mieux-mieux. Du pire état de leur bibliothèque, du manque de ressources, du manque de professeurs, du manque d'entretien et, surtout, du manque de financement. Somme toute, à entendre tous ces professeurs, chercheurs, administrateurs et étudiants, on se demande s'il y a un seul côté positif aux universités québécoises.

Évidemment, selon les dires de presque tout le monde, la source de tous les maux du réseau universitaire québécois se trouve dans le manque de financement gouvernemental. De 1 934,4 millions de dollars en subventions gouvernementales pour les universités en 1993-94, celles-ci passaient à 1 746,6 en 1996-97. Pendant ce temps, le nombre d'étudiants à l'université restait relativement stable.

Figurez-vous que les universités québécoises sont des institutions publiques, qui fonctionnent selon le principe du libre accès à tous. Le principe est très simple, et je vous l'explique en quelques lignes.

Le gouvernement finance ces universités presque totalement, et celles-ci, en retour, doivent accepter un nombre presque illimité d'étudiants. Les universités sont subventionnées au pro rata (eh, c'est pas pour rien qu'elles se payent de belles publicités dans le métro, moyen de locomotion favori des étudiants). Elles ont

donc tout intérêt à accepter un grand nombre d'étudiants. Surtout dans des domaines, qui, comme les sciences sociales, les lettres, ou certains cours de sciences pures, ne demandent qu'un nombre limité d'équipements nécessaires à l'apprentissage.

Dans ces domaines, le procédé est le suivant. On remplit une salle de classe au maximum. De préférence jusqu'à ce qu'elle soit pleine à craquer. Ensuite, on y met un professeur (de préférence un chargé de cours, cela coûte moins cher), qui donne son cours à l'aide d'un micro et d'un tableau (lorsqu'il y en a un). Pendant ce temps, selon le budget Landry, on «encourage la formation dans les secteurs créateurs d'emploi» en injectant 4 millions de dollars, bien peu en l'occurrence, pour les secteurs dits «de pointe» dans les universités.

Lorsque le gouvernement diminue le financement, les universités sont malgré tout toujours tenues d'accepter un nombre imposant d'étudiants. Mieux vaut recevoir presque autant d'argent qu'auparavant en ayant plus d'étudiants qu'en recevoir encore moins qu'auparavant en ayant moins d'étudiants. Et du coup, pourquoi ne pas réduire le nombre d'abonnements à des périodiques et le volume d'achat de livres, pour lesquels les universités ne sont pas subventionnées au pro rata. Quant aux professeurs, on peut bien se permettre de ne pas remplacer ceux qui prennent leur retraite. Qui s'en rendra d'ailleurs compte... Selon les chiffres du ministère de l'éducation, alors qu'il y avait 8 946 professeurs à temps plein à l'emploi des universités québécoises pour l'année 1993-94, il n'y en avait plus que 8 705 pour l'année 1996-97. En résumé, le système actuel fait tout pour encourager une qualité moindre d'appren-

tissage.

On se retrouve devant deux solutions possibles aux problèmes financiers québécois.

De deux l'une. Le gouvernement du Québec réinvestit massivement dans le réseau universitaire québécois. Et pas seulement 342 millions, qui n'iront même pas entièrement aux universités, comme promis dans le budget, mais beaucoup plus, de façon à améliorer la qualité de l'enseignement universitaire et à éviter que les administrateurs n'aient à économiser pour joindre les deux bouts. Voilà la solution la plus dure

ans de cela. Les étudiants type «café étudiant» de tous les cégeps de la province s'y étaient valeureusement opposé, ne sachant pas trop pourquoi (pour conserver le libre accès à l'éducation ? Ouais, c'est ça, cool man) .

Le gouvernement péquiste avait promis de geler les frais de scolarité tant et aussi longtemps qu'il serait au pouvoir, dans l'espoir de gagner son prochain référendum. Mal lui en prit, et mal en prit aux étudiants. Le financement des universités continua de décroître de toute façon, et en bout de piste, les étudiants ne ra-



financièrement. Landry préfère mettre ses précieux deniers, qu'il compte minutieusement, pour atteindre son mythique déficit zéro, dans le réseau de la santé. Mieux vaut laisser crever des étudiants que d'empiler des malades dans une salle d'urgence. Cela paraît beaucoup mieux. Augmenter le financement des universités sans toucher au financement de la santé ? L'obsession de Landry et du monde de la finance serait en péril.

La deuxième solution est la plus dure politiquement. Et la plus détestée par le très corporatiste lobby étudiant, la Fédération des étudiants universitaires du Québec. Augmenter les frais de scolarité. Voilà de quoi il s'agit.

Après avoir vainement tenté d'augmenter les frais de scolarité des études collégiales il y a déjà quatre

massèrent que les fruits amers de la victoire : des universités et des cégeps accessibles financièrement, mais dispensant un enseignement de qualité moindre.

Une augmentation des frais de scolarité au Québec devrait être sérieusement considérée. Contrairement à ce que croit le lobby étudiant, une augmentation des frais de scolarité viendrait probablement sauver les universités québécoises de leur déclin actuel, sans pour autant réduire de façon dramatique l'accès à l'université.

À défaut de pouvoir transformer totalement les règles du jeu, nous devrions plutôt mettre certains de nos principes en veilleuse de façon à améliorer notre condition étudiante. Augmenter les frais de scolarité, une solution à tout le moins à envisager.

**Votre journal favori en sera à sa dernière édition la semaine prochaine.
Profitez-en !**

RÉDACTION
3480 McTavish, bur. B-03,
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6784/5
Télécopieur : 398-8318

DÉLIT
FRANÇAIS

Le *Délit français* est publié par la Daily Publication Society. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le *Délit* est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

LE DÉLIT FRANÇAIS

rédaction en chef
Patrick Primeau
pprimeau@hotmail.com

rédaction nouvelles
Julien Laplante
jlapla1@po-box.mcgill.ca

rédaction culture
Sylvain Larocque
slaroc1@po-box.mcgill.ca

mise en page
Patrick Primeau
Sylvain Larocque
coordinateurs de la correction
Véronique Félix
Sébastien Mosbah

correcteurs
Marc Pomerleau

collaboration
Julie Rouleau
Mayyada Kheir
Jonathan Arès
Isabelle Gagné
Johanne St-Martin
Jean-Michel Tremblay

photographe
Mélissa Martin
dessinateur
Michel Hellman

LE MCGILL DAILY
coordination de la rédaction
Verda Cook
gérance
Marian Schrier
assistance à la gérance
Parvati Neogi
publicité
Boris Shedor et Letty Matteo
photocomposition et publicité
Cameron Campbell

com @ français délit

Vous pouvez également envoyer vos commentaires par courrier électronique aux rédacteurs (voir adresses ci-haut)

L'usage du masculin dans les pages du *Délit français* vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

RÉDACTION
3480 McTavish, bur. B-03,
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6784/5
Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ
3480 McTavish, bur. B-07,
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6790
Télécopieur : 398-8318



LES CHOIX DU DÉLIT

Conférence

Les Mardis verts. André Fauteux, éditeur du magazine *La Maison du 21e siècle*, présentera aujourd'hui à 17h45 sa nouvelle résidence, conçue dans le but de maximiser le confort et la santé de ses occupants, tout en minimisant les impacts sur l'environnement. Cette conférence, présentée avec le concours de l'architecte André Bourassa, se tiendra à la salle 212 du pavillon MacDonald-Harrington de l'Université McGill. Entrée libre.

Événements

Les voies du mime. Cette rencontre inédite et conviviale marque un anniversaire peu banal: salué par l'Institut International du Théâtre et l'UNESCO: le centenaire d'Étienne Decroux, fondateur et pédagogue du mime moderne. L'événement réunit artistes, pédagogues, théoriciens, promoteurs, ainsi que les étudiants et le public amateurs du mime; engage un débat sur le mime actuel; donne à voir des œuvres d'artistes de filiation découverte et éclaire sur l'érudition fondatrice du mime et son foisonnement artistique. Jusqu'au 20 mars à l'École de mime (3673, rue St-Dominique) et à l'Espace Libre (1945, rue

Fullum). Info: 514 843-3009; billetterie: 514 521-3009.

Bruit. Quatre jours de bruit est une série de spectacles de musique nouvelle qui met en vedette la relève d'ici, et une belle occasion de découvrir ce qui se fait aujourd'hui tant en musique instrumentale qu'en électro-acoustique, qu'il s'agisse de musique écrite ou improvisée. L'événement réunit près de 15 jeunes musiciens provenant des sphères du rock, de la pop, du jazz et de l'électro-acoustique. Les 19, 20, 27 et 28 mars à 20h au à l'Édifice Belgo, 372 Ste-Catherine Ouest, espace 314. Admission: 5\$. Info: 514 526-4467.

Nuit blanche. À compter d'aujourd'hui, 13h59, le magazine du livre *Nuit blanche* sera présent de façon continue dans Internet avec des actualités de la production littéraire, écrite ou traduite en français, au Québec et ailleurs. On nous dit qu'à l'occasion de ce lancement virtuel, petits fours, canapés, champagne vous seront offerts virtuellement, cela va de soi, au: www.nuit-blanche.com.

Cinéma

Dogme 95. Chose rarissime, trois films danois sont actuellement à l'affiche à Montréal: *Les Idiots*, de

Lars Von Trier, *The Humiliated*, de Jesper Jargil et *Festen* (*Fête de famille, Celebration*), de Thomas Vinterberg. Le premier raconte comment une femme tourmentée, Karen (Bodil Jorgensen) entre accidentellement en contact avec un groupe de jeunes gens installés dans une villa de la banlieue de Copenhague et qui ont un but commun, l'idiotie. Le deuxième fournit pour sa part la chance de voir Lars Von Trier tourner *Les Idiots*, et illustre «l'esprit torturé du réalisateur, son insécurité, sa vulnérabilité et son obsession d'un réalisme dramatique cru». Les deux films sont présentés au Cinéma Parallèle jusqu'au 26 mars.

Enfin, *Festen* fait le récit d'une fête de famille annuelle visant à célébrer les 60 ans de son chef et patriarche, Helge. Or, à mesure que les invités font leur discours de circonstance, surtout Christian, le fils cadet de Helge, l'atmosphère devient sans cesse plus mouvementée, et ramène le souvenir douloureux de la soeur jumelle de Christian, Linda, qui est décédée l'année précédente... Le film a gagné le prix du Jury à Cannes '98. À l'affiche avec sous-titres français au Dauphin et avec sous-titres anglais au Loews.

Avez-vous déjà rêvé d'aller en Californie? Voici l'occasion d'y faire un tour avec le film des Grands Explorateurs intitulé *Les deux Californie*. Le film du cinéaste Marc Poirel débute avec des scènes du désert, dont la fameuse Vallée de la Mort où la température peut atteindre 52 degrés! On passe ensuite à la Sierra Nevada, puis au parc national Yosemite pour nous faire découvrir des paysages à couper le souffle. Les séquoias géants y sont impressionnantes! Puis, on passe du plus naturel au plus artificiel en visitant Los Angeles et en terminant cette «première» Californie par San Francisco. La deuxième partie est une Californie beaucoup moins connue, mais avec des images tout aussi inédites. L'explorateur nous emmène sur la mer de Cortez pour aller d'île en île. Les deux Californie n'est pas simplement un film, mais plutôt une expédition à ne pas manquer!

Le Délit Français vous offre 5 paires de billets. Vous n'avez qu'à vous présenter au B-03 de l'édifice Shatner.

16 mars 1999

L'Avenue:

Un endroit hors du commun

TEXTE ET PHOTOS: MÉLISSA MARTIN

Vous voulez emmenez un copain dans un restaurant qui sort de l'ordinaire, mais qui en même temps n'est pas trop cher? Vous pensez que trouver un endroit branché, facile d'accès et qui épatera votre ami ne sera pas facile? Détrompez-vous! Il existe pareil endroit sur le plateau Mont-Royal, à deux pas du métro.

Peut-être avez-vous déjà remarqué *L'Avenue* en vous promenant sur la rue Mont-Royal.

ne par laquelle on voit une ruelle. Si vous y allez un soir qu'il neige (peut-être neigera-t-il encore!!), demandez une place près de la vitrine. Avec la neige qui tombe et la lumière, la vue est très belle. Il y a aussi de la musique pour vous mettre dans une ambiance un peu lounge. Si possible, lors de votre passage à *L'Avenue*, allez faire un tour aux toilettes. Oui, oui: les toilettes sont tout aussi bien décorées que le reste du restaurant,

décorées que le reste du restaurant, avec des lumières tamisées, une boule de discothèque qui tourne sur elle-même, des miroirs tout le tour, et un

mur avec de l'eau qui coule. Impressionnant!

Vous pouvez manger à *L'Avenue* aussi bien pour le déjeuner, que le dîner ou le souper. Peu importe le moment, sachez que les portions sont généreuses et combleront votre faim. Pour le déjeuner, on vous offre une variété de gaufres et crêpes accompagnées de fruits frais et de crème fouettée. Il y a aussi des œufs et des omelettes. Pour savoir quoi commander,



Avec la pieuvre métallique géante qui orne la façade, il est difficile de la rater. Dans la vitrine, on y voit les cuisiniers en train de préparer des assiettes très appétissantes. Dès lors, vous aurez envie d'y entrer. À l'intérieur, le décor est tout aussi original. Du mur peint de graffitis sur lequel est accroché des cadres, à la motocyclette suspendue au plafond, il y a pour tous les goûts. Il y a aussi des banquettes dans le fond du restaurant et une grande vitri-

La course aux statuettes

JEAN-MICHEL TREMBLAY

C'est dimanche prochain, le 21 mars 1999, que se déroulera la 71^e édition de la cérémonie des Academy Awards. Même si vous écoutez religieusement Entertainment Tonight, Access Hollywood ou une certaine copie québécoise, on vous a peut-être laissé sur votre faim. Armez-vous alors de votre souris, il ne reste que quelques jours pour préparer vos prédictions.

Site Officiel des Oscars

Bien qu'on trouve la liste des mises en nomination à peu près partout sur

le Net, je vous propose de la consulter à la source, soit au site officiel des Oscars. Ce site est plutôt complet et détaillé et nous permet de trouver l'information efficacement. Il vaut également le coup d'essayer le système de recherche du site (le Award History Database) qui vous listera toutes les mises en nomination d'un acteur, un film ou une chanson au fil des années.

Site Officiel de l'Académie

Si votre soirée des Oscars se résume à crier «Voyons donc!» à chaque annonce d'un gagnant, vous serez peut-être

intéressé de connaître défier vos goûts. C'est au site de la Picture Arts & Science quera le système de



BLUFF

Les jeux sont faits ... et le public gagne!

JOHANNE ST-MARTIN

Pour sa quatrième production de la saison, la Compagnie Jean-Duceppe a choisi de présenter à son public un show de gars. En effet, *Bluff (Dealer's Choice)* a été écrite par un gars, traduite et mise en scène par un gars et finalement interprétée par une gang de gars.



Claude Michaud et Sébastien Delorme dans Bluff

Mais qu'à cela ne tienne, *Bluff* est un spectacle qui ne manque pas d'en donner plus que le public peut en demander.

Écrite en 1995 par le Britannique Patrick Marber, *Bluff* se veut une fenêtre qui donne dans le sous-sol du restaurant de Bernard (Claude Michaud). Ce dernier est l'hôte, tous les dimanches soirs, d'une joute de poker. Avec lui à la table se retrouvent ses employés (Luc Guérin, Normand D'Amour, Widemir Normil), son fils Mathieu (Sébastien Delorme) et Legris (Raymond Bouchard), un gambler dit professionnel.

Somme toute, on a l'habitude de gager gros et de fulminer encore plus. Or, un certain soir, Mathieu en sa qualité de mau-

vais joueur endetté, reçoit la visite de Legris qui veut se faire payer. C'est donc dans l'espoir de voir Legris battre les autres joueurs et par conséquent se rembourser, qu'il l'invite à se joindre à eux. Voilà la plate-forme d'une soirée grandement mouvementée.

Plus attachant

Si la pièce a su enthousiasmer autant son public — car il rit et s'esclaffe souvent et de bon cœur — c'est en partie grâce à la magnifique traduction de Claude Maher (qui signe aussi la mise en scène) et la justesse de la distribution.

À propos de sa traduction, Claude Maher dit avoir adapté la pièce «au contexte montréalais

afin de faciliter l'écoute des spectateurs. Les références physiques, géographiques seront donc plus aisées à comprendre.» Cela a également pour effet de rendre les personnages plus attachants et les références plus vivantes auprès du public.

Mais aussi, les comédiens paraissent bien «chez eux» dans la peau de leur personnage. Après tout, ne pouvons-nous pas nous mettre d'accord sur le fait que Claude Michaud a tout pour être un pilier et que Luc Guérin est maître dans l'art de jouer les niais?

Winners et losers

On dit souvent qu'une œuvre qui boucle la boucle possède une leçon ou une morale quelconque. Or, dans *Bluff*, l'auteur Patrick Marber laisse entendre que les gens sont catégorisés. Peu de temps après le lever du rideau, le public prend connaissance qu'il y a les winners et les losers, ainsi que ceux qui ont du flair et ceux qui n'en ont pas. À la tombée du rideau, le public quitte sachant exactement qui appartient à quelle catégorie.

La comédie *Bluff*, avec ses punch lines et tout le reste, ne manquera pas de vous ravis... et je dis cela sans bluffer!

Bluff, de Patrick Marber, mise en scène et traduction de Claude Maher. Au Théâtre Jean-Duceppe de la PDA jusqu'au 27 mars. Info: 514 842-2112.

Évidemment, le cinéma est omniprésent sur Internet et les sites les plus importants se réservent habituellement une section spéciale sur la soirée des Oscars. Parmi eux, Reel vaut le détour, notamment grâce à ses «Alternative Awards» qui récompensent entre autres l'acteur ayant le plus besoin de tranquillisants et la meilleure scène de sexe de l'année. Reel est en réalité une gigantesque base de données où vous trouverez une tonne de critiques et de filmographies et où on tente ultimement de vous faire acheter leurs films en vidéo. Il faudra aussi surveiller les sites qui feront un retour sur les résultats de la soirée. Le Los Angeles Times a fait une excellente couverture de la 70e édition, à moins que vous ne préfériez celle du Washington Post.

Catégories populaires. En en faisant le tour, vous parviendrez peut-être à gagner une affiche du documentaire de l'année ou une statuette en plastique!

ADRESSES WEB:

- www.oscar.com
- www.oscar.org
- www.reel.com
- www.latimes.com
- www.washingtonpost.com

CHRONIQUE 3M



Ab...CD



Jérôme Minière
La nuit... éclaire le jour qui suit
Lithium Records

Du trip-hop en français ? Chose rare, mais dans le cas qui nous occupe, fort pertinente. En fait, si le trip hop francophone en est encore à ses premiers balbutiements, force est de constater que celui de Jérôme Minière n'a rien à envier à personne. Moins riche musicalement que celle des géants

britanniques Portishead, Massive Attack et Morcheeba, mais combien plus riche au niveau des paroles, la musique de Minière sait créer sa propre forme, une forme si singulière que la comparaison que nous venons d'évoquer apparaît plutôt maladroite...

Pour tout dire, qualifier ce disque est un véritable casse-tête: parolier inspiré dit ses textes plutôt que de les chanter, sur une musique simple mais juste et originale qui fait un usage judicieux des synthétiseurs et autres machins électroniques, Jérôme Minière apparaît comme un chansonnier de l'ère électronica. Non seulement les mélodies du jeune Français n'ont rien à voir avec Brel et les autres (bien sûr), mais sa prose est décidément, comme on dit, «fin-de siècle». L'époque actuelle («les années 90 ont la peau lisse») ne mérite qu'une «révolution souterraine» cocasse mais vraisemblable sur «La peau lisse». Sur d'autres pièces, comme «La lecture du visage» et «L'incendiaire», c'est la musique qui séduit et qui touche. Notons enfin que la maison de disques, impressionnée par l'œuvre instrumentale de Minière, décida d'investir et d'offrir, au prix d'un album simple, un deuxième disque comprenant 13 pièces techno, toutes aussi sublimes, quoique peu dansantes. On est intello ou on l'est pas...

A (+)

--Sylvain Larocque

Source Direct
Exorcise the Demons
Astralwerks/
Virgin



Natacha Atlas
Gedida
Mantra/Beggars
Banquet

Natacha a tout d'une chanteuse Égyptienne typique: les glissements dans sa voix, l'instrumentation d'apparence traditionnelle, l'habit minimaliste fait de pitounes dorées cheapo et la pochette qui semble issue des années 80. Mais détrompez-vous, Natacha, comme Ofrah Haza, incorpore à sa musique quelques éléments électroniques. Malgré le fait qu'on aurait aimé que ce dernier soit plus présent, *Gedida* plaira à tout amateur de techno ou de world beat. On a même droit à une chanson en français, la romantique «Mon amie la rose», la seule qui ne soit pas arabe quoique les paroles et les titres sont en anglais. Bref, cet album prouve que le folklore peut être encore une source d'inspiration et que la toute dernière technologie, si l'on sait bien s'en servir, peut être apprêtée avec brio à toutes les sauces.

'Alors à quand le set Carré drum 'n bass?
B+

--Jonathan Arès

BUDGET 99: PROMETTEUR MAIS...

JULIE ROULEAU

Le 16 mars dernier, le ministre des Finances du Québec, M. Bernard Landry, annonçait une bonne nouvelle aux Québécoises et aux Québécois. Pour la première fois depuis quarante ans, le gouvernement proposait un budget équilibré pour l'année fiscale 1999. Et ce, une année plus tôt que ce qui était prévu. Jeu politique pour épater la population ? Probablement. Mais à quel prix pour les contribuables québécois ?

Santé et services sociaux

Depuis plus de deux mois, les journalistes québécois s'évertuent à nous présenter reportage sur reportage, article par-dessus article pour nous informer de l'engorgement des urgences. À croire qu'ils se sont donné le mot pour conspirer ensemble contre le virage ambulatoire de M. Rochon. Ceci ne va pas sans véhiculer une mauvaise image du Parti québécois. L'urgence est donc de désengorger les urgences !

À cet effet, M. Landry accorde plus de 1,7 milliards de dollars au domaine de la santé. Cette somme est évidemment partagée entre les différents secteurs de ce ministère. 700 millions de dollars épargnent les dettes des établissements. 300 millions vont à la stabilité du réseau, soit à l'embauche d'un personnel de soutien, et à la consolidation de la situation financière des établissements qui se présente sous la forme de récompenses monétaires à ceux qui auront un budget équilibré pour l'année. 747 millions vont à l'amélioration des services directs à la population. Fait intéressant : un crédit d'impôt remboursable allant jusqu'à 2760\$ est offert aux ainés qui bénéficient de services à domicile. On parle aussi d'un crédit d'impôt de 506\$ pour les personnes atteintes d'une déficience physique ou mentale. On prévoit finalement 2,3 millions de plus, par an-

née, pour créer 500 emplois à l'intention des personnes handicapées.

À première vue, nous nous réjouissons de l'énormité de la somme accordée au domaine de la santé. Cependant, plus d'un milliard va à la simple administration du système et non à l'amélioration des soins eux-mêmes.

Éducation

Soit disant « pour aider les jeunes du Québec à relever les grands défis de l'avenir », 600 millions de dollars sont investis dans le système d'éducation. Il faut dire que plusieurs recteurs, dont M. Reid de l'Université de Sherbrooke, ont reproché d'une manière très appuyée au gouvernement de diminuer son déficit au détriment des universités.

C'est donc avec vigilance que M. Landry élaboré le partage des sommes pour ce secteur. Ainsi, 170 millions de dollars sont attribués au remboursement de la dette des universités. Il reste alors 342 millions pour améliorer l'enseignement et les services aux étudiants, 30 millions pour l'achat de manuels pédagogiques et 51 millions pour favoriser le pont entre l'école et le marché du travail. Sous quelle forme peut se présenter cette aide ? Difficile à dire. Peut-être avec l'achat d'ordinateurs et de logiciels nouveaux ou avec l'offre de cours plus techniques, qui sait ? Enfin, le ministre promet 4,5 millions sur deux ans pour l'embauche de 2350 étudiants dans la fonction publique québécoise durant l'été.

Pour l'éducation, l'argent semble beaucoup mieux distribué, puisque plus de la moitié de la totalité de la somme est allouée à l'amélioration de l'enseignement. Ainsi, les étudiants sont véritablement gagnants.

Emplois

De ce côté, M. Landry insiste sur la nécessité pour les Québécois « de performer (sic) dans un contexte de mondialisation des marchés ». À cet ef-

fet, plus de 300 millions de dollars sont alloués à la création d'emplois. 132 millions iront au financement des premières mesures provenant de la nouvelle politique québécoise sur la recherche scientifique. 42 millions vont en faveur de l'innovation, sous forme d'appuis fiscaux. 50 millions sont prévus pour susciter des investissements se montant à 2 milliards. Finalement, 6 millions sur deux ans sont accordés à la création d'une zone de commerce international à l'aéroport de Mirabel, favorisant ainsi des projets dans le secteur des transports et de l'avion.

Vous constatez sans doute par vous-mêmes que le ministre Landry est plutôt évasif dans ce domaine, surtout lorsqu'il est question de favoriser l'innovation. De quelle façon ? Dans quelle mesure ? Dans quels secteurs ?

Impôts

Enfin, le domaine qui nous concerne tous est celui qui déçoit le plus. Au lieu d'offrir des diminutions d'impôt dès maintenant, M. Landry nous propose de nous exprimer lors d'une commission parlementaire sur les modalités de réduction de l'impôt des particuliers. Au cours de cette commission, cinq tableaux sont proposés : une réduction d'impôt pour (1) les ménages à faibles et moyens-faibles revenus ; (2) pour les ménages à revenus élevés et moyens élevés ; (3) pour tous les contribuables de façon proportionnelle, soit une moyenne de 12% ; (4) pour la classe moyenne et les familles, soit de 20% ; (5) enfin, pour les ménages à revenus élevés, soit d'environ 20%. Dans ces cinq tableaux, les grands gagnants sont les familles à un seul revenu et avec deux enfants.

Une fois ceci discuté, le ministre des Finances promet des baisses d'impôt d'au moins 1,3 milliards d'ici quatre ans, alors qu'il en avait promis 3,3 milliards. Ceci est encore un stratagème politique pour étonner la population, puisqu'il parviendra sans aucun doute à son objectif de 3,3 milliards d'ici quatre ans.

Ce qui est inquiétant, c'est l'écart qui sépare le fardeau fiscal québécois des autres provinces canadiennes. Dans un rapport de M. Landry lui-même, il est démontré qu'à salaires égaux, le contribuable québécois paie 760\$ de plus que le contribuable ontarien, avec un revenu de 25000\$ par année. En fait, les seules provinces où le contribuable paie plus que le Québécois sont la Saskatchewan et Terre-Neuve. Il y a donc lieu de se questionner sur la raison d'un tel écart.

Le journaliste Alain Dubuc, dans *La Presse* de samedi dernier, y va de son explication, qui à mon sens, est très convaincante. Selon lui, il est faux de croire que les services offerts à la population, qui supposément démontrent notre sens de la collectivité et de la solidarité, sont plus efficaces. En effet, selon ses calculs, nous sommes en neuvième position lorsqu'il s'agit de comparer les dépenses en terme d'habitants dans le domaine de la santé. Dans le domaine de l'éducation, le Québec est cette fois-ci en septième position. Il faut donc payer plus pour avoir autant que les autres.

Devant une telle situation, le Québec ne peut que réagir. Il s'agit de sa survie, puisque de plus en plus de jeunes québécois sont tentés par le « paradis fiscal » de l'Ontario et des États-Unis. L'exode des cerveaux ne peut être que catastrophique pour le Québec à long terme. Selon le Ministère des finances, il faut donc à tout prix « mettre fin à une situation absurde où le modèle québécois ne soigne pas mieux, n'éduque pas mieux, ne nous protège pas autant de la pauvreté, mais nous coûte pourtant beaucoup plus cher ».

Somme toute, le budget 99 soulève de grandes questions essentielles à l'avenir du Québec : la qualité des soins de santé, l'actualité de l'enseignement et le poids du fardeau fiscal. Sans remettre en question ce budget, il faut débattre de ces questions dans le but d'améliorer notre société en combinant solidarité et compétitivité.

Message du GRIP

Commerce équitable et cafétérias à McGill

Avez-vous remarqué le nouveau bâtiment en construction en haut de McTavish ? De grands changements se préparent pour vous à McGill, plus que vous ne vous en doutiez ! L'AÉUM rediscute en ce moment même ses contrats d'exclusivité avec des compagnies des services agro-alimentaires. L'AÉUM a notamment prévu d'installer des fast-foods dans le bâtiment Shatner et de signer un contrat exclusif avec une grande compagnie du genre Coke ou Pepsi pour la boisson servie sur le campus. En ce qui concerne les fast-foods, ce n'est probablement pas ce que les étudiants de McGill ont le plus besoin. Le centre-ville en regorge déjà suffisamment à quelques minutes à pied seulement (5-10 mn) du campus ! Et pour ce qui est des boissons, c'est la porte ouverte aux contrats d'exclusivité comme celui signé à l'université de Montréal en automne dernier. Les compagnies qui signent ces contrats apportent peut-être de l'argent frais pour l'université et les étudiants (les deux en ont bien besoin par ces temps de disette), mais au prix de la nivellation du choix de consommation, de la mise en veilleuse de problèmes environnementaux et sociaux liés à ces grandes compagnies multinationales et ce, pour de très longues périodes pouvant aller jusqu'à une dizaine d'années, ce qui dépasse largement la durée du mandat du conseil étudiant qui l'a signé. Et vous-mêmes, les étudiants, pourquoi n'auriez-vous pas votre mot à dire dans le choix de ces compagnies ? Pourquoi tout doit-il se faire dans votre dos ?

Et que faire de la mission d'éducation de McGill et de l'AÉUM en particulier, cette dernière ayant pourtant explicitement dans sa constitution (article VII du préambule) une mention de sa mission d'éducation en matière environnementale et sociale. Je n'invente rien ! De toute évidence, l'AÉUM pourrait faire beaucoup plus d'efforts pour faire de McGill un endroit à la pointe de la société en matière d'environnement et de produits socialement corrects. La vaisselle jetable est par exemple une source intolérable de déchets que l'on ne peut recycler. Pourquoi ne pas discuter sérieusement de la possibilité de passer à une vaisselle lavable et réutilisable dans toutes les cafétérias ? Cela pourrait même

faire quelques emplois en plus sur le campus pour quelques étudiants qui en auraient bien besoin...

L'autre point important qui devrait être évoqué à l'AÉUM lors de la rediscussion de ces contrats est le choix des entreprises qui offriront leurs services. Pourquoi une université qui propose des cours de gestion éthique ne commence-t-elle pas elle-même par se définir une politique claire en matière de choix de compagnies suffisamment éthiques pour être présentes sur le campus ? Pourquoi des entreprises clairement connues pour exploiter leurs travailleurs auraient-elles le droit d'être présentes sur le campus ?

Des groupes comme le nôtre, issus du GRIP (groupe de recherche en intérêts publics) de McGill, sont là pour sensibiliser les étudiants aux conséquences de leur choix de consommation. En portant un tant soit peu d'attention à ses achats, on peut améliorer ce monde et le rendre plus juste. L'achat est un acte politique, qu'en le veuille ou non !

Le GRIP se bat pour obtenir sur McGill des normes en matière d'environnement et certaines questions so-

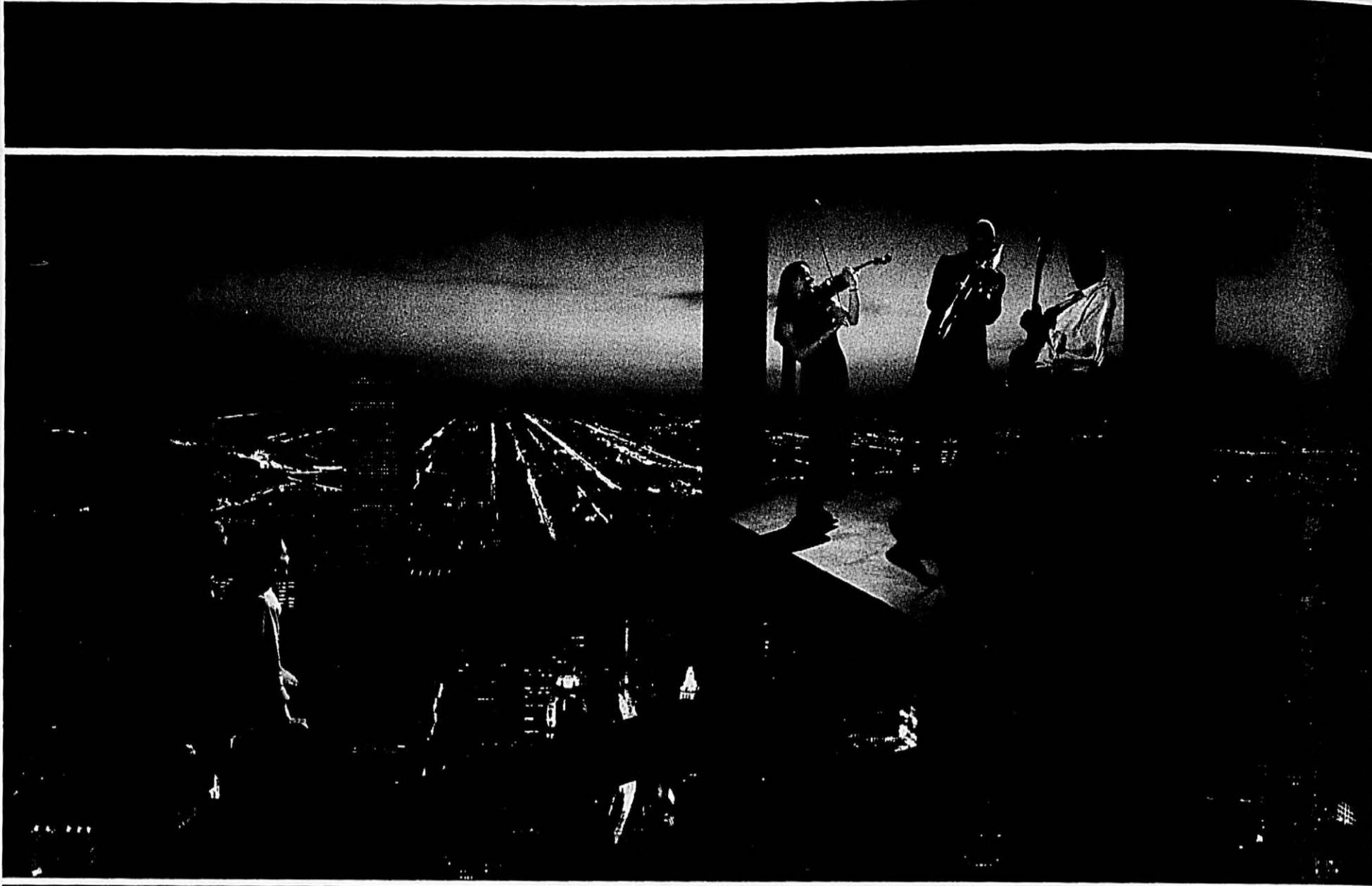
ciales. Notre groupe se bat plus spécifiquement pour faire adopter le café équitable à McGill, et certains d'entre vous ont peut-être remarqué nos tables dans les facultés de l'université. L'idée est très simple : un commerce direct entre des paysans du sud réunis en coopérative et une organisation certifiée équitable au Nord qui se charge de redistribuer le café. Comme le commerce est direct, on peut couper dans les frais dus à un nombre considérable d'intermédiaires qui prennent chacun une part du profit dans la chaîne conventionnelle du commerce du café, et ainsi mieux payer les paysans à la base. De cette façon, une part plus importante et plus juste du profit revient aux paysans producteurs. Le début de ce type de commerce remonte à environ dix ans en Europe et 5-6 ans au Canada. Le café dit équitable a d'abord été distribué par l'intermédiaire de petits réseaux comme les églises, puis par des groupes humanitaires comme Oxfam pour le Québec (qui distribue le café Bridgehead), et enfin, par des petites compagnies privées qui montrent un sérieux intérêt dans ce nouveau type de commerce (Just-us, Café

Rico*)). Le gros travail pour nous est de faire passer le message au restant de la population, et puisque nous sommes étudiants à McGill, sur le campus même.

Tout cela pour en venir au fait que nous avons besoin de votre soutien pour éviter que des compagnies multinationales viennent envahir le campus de manière irrémédiable ou du moins pour de très longues années. L'AÉUM décide maintenant pour vous quelles compagnies vont s'installer sur le campus, à vous d'agir !!

Si vous êtes intéressé par le commerce équitable du café et que vous voulez nous soutenir pour le faire adopter à McGill (ou plus généralement à propos du choix des compagnies pour les cafétérias), contactez Lorenzo Pederzani, VP Finance, au 398-6800 ou à finance@ssmu.mcgill.ca, ou venez signer nos pétitions au GRIP de McGill, 3647 Université

FRÉDÉRIC DUPONT



LES ARTS du Maurier

**Parrain de 215 organismes culturels à travers
le Canada durant la saison 1998-1999**